



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE PRESTATIONS D'EXPLOITATION FORESTIÈRE PAR CABLE AERIEN EN AUVERGNE RHONE ALPES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE DE PRESTATIONS D'EXPLOITATION FORESTIERE NECESSITANT L'EMPLOI DE
MATERIEL DE TYPE CABLE AERIEN POUR LE DEBARDAGE DES BOIS

Marché subséquent n°30

ACCORD-CADRE A REMISE EN COMPETITION
n°2023-8800-002

Objet de la consultation

Le présent marché subséquent n°30 a pour objet la réalisation de prestations d'exploitation forestières par câble aérien en forêt communale de Courchevel, parcelle R.

Pouvoir adjudicateur

Commune de COURCHEVEL
Mairie 228 rue de la mairie
Saint-Bon chef-Lieu, 73120

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est le directeur territorial de la DT Auvergne-Rhône-Alpes

Date et heure limite de remises
des offres :

Le 07/07/2025 à 10h00

1 CADRE DE L'ACCORD-CADRE

1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché subséquent n°30 a pour objet la réalisation de prestations d'exploitation forestières par câble aérien en forêt communale de Courchevel, parcelle R

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations d'exploitation forestières en forêt publique dans sa version 9200-17-DCC-BOI-003 - version F – Mai 2022.

1.2. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77211100-3	Services d'exploitation forestière.
------------	-------------------------------------

2 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ SUBSEQUENT

2.1. Forme du marché subséquent

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande

2.2. Modalités d'attribution

Le marché sera attribué à 1 titulaire.

2.3. Durée d'exécution

Un début d'exécution est envisagé au 08 juillet 2025.

La durée du présent marché subséquent est celle indiquée dans l'Acte d'engagement.

3 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 30 jours.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

4.1. Modalités de retrait du dossier

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement mis à disposition par téléchargement sur le site Internet : www.marches-publics.gouv.fr

4.2. Composition du dossier

Le dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation
- Le bordereau des prix unitaires
- L'acte d'engagement
- Le dossier technique

Les clauses générales d'achat des prestations (CGA) d'exploitation forestières en forêt publique et le cahier national des prescriptions d'exploitation forestière (CNPEF) ne sont pas matériellement

jointés au dossier de consultation mais sont disponibles sur le site internet à la rubrique suivantes : onf.fr

<https://www.onf.fr/produits-services/acheter-du-bois/les-essentiels/+2f::ventes-de-bois-et-achat-de-services-dexploitation-forestiere-ce-que-dit-la-loi.html>

5. MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

5.1. Modalités de présentation des offres

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, les dossiers des candidats seront transmis par voie électronique sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.2. Date limite de réception des plis

La date limite de remise des offres est fixée au :

7 juillet 2025 à 10h00 (heure de Paris, France)

5.3. Contenu l'offre

Elle comprend les pièces contractuelles suivantes :

1. **Le bordereau des prix unitaires** du(es) lot(s) concerné(s) dûment complété(s)
2. **L'acte d'engagement**

Chacun des documents énumérés ci-dessus doit être impérativement signé et daté par une personne habilitée à engager le candidat.

6. EXAMEN DES OFFRES

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables telles que définies à l'article R.2152-1 alinéa 1 du code de la commande publique seront rejetées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra décider de mettre en œuvre les dispositions de l'article R.2152-1 alinéa 2 et autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Marché subséquent n°30

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, et conformément à l'article R.2152-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, selon les critères énoncés et pondérés en pourcentage ci-dessous :

- | | |
|---------------------|-----|
| - Prix BPU | 70% |
| - Délai d'exécution | 30% |

Les offres seront classées par ordre décroissant au regard de l'ensemble de ces critères et l'offre la mieux classée sera retenue.

6.1. Attribution du marché subséquent n°30

Le marché subséquent n°30 sera attribué au candidat dont l'offre se révélera économiquement la plus avantageuse, compte tenu des critères pondérés énoncés à l'article 7.2 ci-dessus.

L'attributaire du marché sera invité à compléter et signer l'acte d'engagement et à fournir les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente (cf. article R.2144-7 du code de la commande publique).

Si le candidat retenu ne peut produire dans le délai fixé par le courrier lesdites attestations et certificats, son offre est rejetée. Une demande identique sera alors adressée, dans les mêmes conditions, à l'opérateur économique suivant dans le classement des offres.

L'ONF pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

7. TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément à l'article R.2152-3 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'ONF pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts de l'accord-cadre. Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, il pourra être rejeté.